



Message 2019-DIAF-45

10 mars 2020

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret approuvant la fusion des communes de Cheiry et Surpierre

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret donnant force de droit à la fusion des communes de Cheiry et Surpierre.

Le présent message se divise selon le plan suivant:

1. Historique	1
2. Données statistiques	2
3. Conformité au plan de fusions	2
4. Aide financière	2
5. Commentaires sur la convention de fusion	2
6. Commentaires sur le projet de décret	2
7. Etat des communes, referendum et entrée en vigueur	2

1. Historique

L'enclave de Surpierre comptait initialement six communes, soit Chapelle, Cheiry, Praratoud, Prévondavaux, Surpierre et Villeneuve.

En automne 2002, les six conseils communaux se sont réunis en vue d'une étude de fusion. La commune de Prévondavaux n'a pas adhéré au projet. En mai 2004, l'assemblée communale de Villeneuve a refusé la convention de fusion qui aurait permis de réunir les cinq communes de Chapelle, Cheiry, Praratoud, Surpierre et Villeneuve. Un deuxième projet de fusion intégrant les quatre communes de Chapelle, Cheiry, Praratoud et Surpierre a échoué en septembre 2004, suite au refus de l'assemblée communale de Surpierre.

En décembre 2004, les fusions ont pour la troisième fois fait l'objet d'un vote dans la région: les communes de Chapelle et Cheiry ont décidé de se réunir pour former la nouvelle commune de Cheiry; une semaine plus tard, les communes de Praratoud et Surpierre ont accepté la convention de fusion pour former la commune de Surpierre. Les deux fusions sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Le plan de fusions établi par le Préfet de la Broye en 2013 prévoit la réunion des quatre communes de Cheiry, Prévondavaux, Surpierre et Villeneuve.

Une nouvelle étude de fusion des quatre communes a été lancée. Finalement, la commune de Prévondavaux a renoncé à participer à l'étude de fusion. La commune de Cheiry s'est également retirée du projet. Les communes de Surpierre et Villeneuve ont décidé de mener à terme le projet et la fusion à deux. La fusion a été acceptée lors du vote aux urnes en date du 26 avril 2015. Elle est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

Au printemps 2019, les conseils communaux de Cheiry et Surpierre ont entrepris des discussions en vue d'une fusion des deux communes. Le 29 juillet 2019, un premier projet de convention de fusion a été transmis au Service des communes pour examen préalable.

La convention de fusion a été signée le 11 novembre 2019 par les conseils communaux de Cheiry et Surpierre. Une séance d'informations pour la population a été organisée le 23 janvier 2020.

La fusion des deux communes a été soumise au vote populaire le 9 février 2020; les résultats ont été les suivants:

> Cheiry	300 électeurs	186 votes valables
	148 oui	38 non
> Surpierre	553 électeurs	268 votes valables
	208 oui	60 non

2. Données statistiques

	Cheiry	Surpierre	Fusion
Population légale au 31.12.2010	349	*	
Population légale au 31.12.2018	416	708	1124
Surface en km ²	6,45	8,35	14,80
Coefficients d'impôts 2020:			
> Personnes physiques, en%	90,0	88,7	88,7
> Personnes morales, en%	80,0	88,7	84,0
> Contribution immobilière, en‰	2,00	1,25	1,25
Péréquation financière 2020:			
> Indice du potentiel fiscal IPF	59,85	73,58	68,71
> Indice synthétique des besoins ISB	102,88	91,79	94,78

* Population légale au 31.12.2010 des anciennes communes ayant fusionné au 1^{er} janvier 2017 pour former la commune de Surpierre: Surpierre 304 habitants, Villeneuve: 327 habitants

3. Conformité au plan de fusions

Le plan de fusions établi par le Préfet de la Broye et approuvé par le Conseil d'Etat en date du 28 mai 2013 englobe le projet n° 5 «Enclave de Surpierre» composé des communes de Cheiry, Prévondavaux, Surpierre et Villeneuve. Les communes de Surpierre et Villeneuve ont fusionné le 1^{er} janvier 2017. La fusion des communes de Cheiry et Surpierre peut être considérée comme une nouvelle étape intermédiaire dans le plan de fusions au sens des considérations de l'arrêté du 28 mai 2013.

4. Aide financière

L'aide financière correspond à la somme des montants obtenus en multipliant, pour chaque commune concernée, le montant de base par le multiplicateur. Le montant de base s'élève à 200 francs par commune, multiplié par le chiffre de sa population légale qui est établi au moment de l'entrée en vigueur de la loi relative à l'encouragement aux fusions de communes (LEFC) du 9 décembre 2010 (RSF 141.1.1). La loi étant entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2012, c'est la population légale au 31 décembre 2010 qui est retenue. Le multiplicateur équivalait à 1,0 unité lorsque deux communes fusionnent.

Ainsi les communes bénéficieront d'une aide financière qui s'élève à:

- > 69 800 francs de montant de base pour une population légale de 349 habitants pour la commune de Cheiry.

La commune de Surpierre ayant déjà bénéficié d'une aide financière de 126 200 francs en application de la LEFC lors de sa fusion avec la commune Villeneuve au 1^{er} janvier 2017, aucun montant ne peut lui être accordé.

Ainsi, l'aide financière octroyée à la nouvelle commune de Surpierre s'élèvera à 69 800 francs.

L'aide financière est versée l'année qui suit l'entrée en vigueur de la fusion. La fusion des communes de Cheiry et Surpierre sera effective au 1^{er} janvier 2021. Le versement interviendra donc en 2022 dans les limites des moyens mis à disposition par la LEFC.

5. Commentaires sur la convention de fusion

La convention de fusion, dont une copie est annexée au présent message, est le document soumis pour approbation aux citoyennes et citoyens des communes de Cheiry et Surpierre, conformément à l'article 134d de la loi sur les communes (LCo) du 25 septembre 1980 (RSF 140.1). Les corps électoraux se sont prononcés le 9 février 2020.

6. Commentaires sur le projet de décret

L'article 1 du projet de décret précise la date à laquelle la fusion des deux communes prendra effet.

L'article 2 indique le nom de la nouvelle commune et son appartenance au district du Broye.

L'article 3 reprend quelques éléments importants de la convention de fusion, réglant les problèmes des limites territoriales, des droits de cité ainsi que du bilan de chaque commune.

L'article 4 fixe le montant de l'aide financière relative à la fusion et précise les modalités de versement.

7. Etat des communes, referendum et entrée en vigueur

La modification de l'ordonnance indiquant les noms des communes et leur rattachement aux districts administratifs (ONCD, RSF 112.51) du 24 novembre 2015 aura lieu dans un deuxième temps. Avec effet au 1^{er} janvier 2021, date d'entrée en vigueur de la présente fusion, le nom de Cheiry sera supprimé de l'article 8 ONCD.

En tenant compte de la fusion déjà approuvée¹ par le Grand Conseil et des deux fusions votées par les communes le 9 février 2020², le canton comptera encore 128 communes au 1^{er} janvier 2021. D'éventuelles autres fusions de communes qui entreraient également en vigueur le 1^{er} janvier 2021 demeurent réservées.

Le présent décret, comportant un soutien financier d'encouragement aux fusions octroyé sur la base et conformément aux articles 9 à 15 LEFC, n'entraîne pas une dépense nouvelle³, car la LEFC a elle-même fait l'objet d'un referendum financier obligatoire⁴. L'article 15 LEFC dispose que l'Etat accorde des aides financières pour un montant total de 50 millions de francs, montant qui n'est actuellement pas épuisé. Les décrets de fusion appliquant la LEFC ne sont dès lors pas soumis au referendum financier.

N'étant pas soumis au referendum, le présent décret peut entrer en vigueur dès son adoption par le Grand Conseil et sa publication dans le Recueil officiel.

Annexe

Convention de fusion

¹ Décret du 17 décembre 2019 du Grand Conseil approuvant la fusion des communes d'Alterswil, St. Antoni et Tafers (ROF 2019_109)

² La demande d'approbation de la fusion des communes de Cheiry et Surpierre fait l'objet du présent message. La demande d'approbation de la fusion entre les communes d'Arconciel, Ependes et Senèdes est soumise au Grand Conseil par le message 2019-DIAF-37

³ Article 46 al. 1 let. b de la Constitution du canton de Fribourg (Cst.) du 16 mai 2004 (RSF 10.1), article 24 al. 1 let. a de la loi sur les finances de l'Etat (LFE) du 25 novembre 1994 (RSF 610.1)

⁴ Votation populaire du 15 mai 2011



Botschaft 2019-DIAF-45

10. März 2020

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf zur Genehmigung des Zusammenschlusses der Gemeinden Cheiry und Surpierre

Wir unterbreiten Ihnen den Entwurf zum Dekret, das dem Zusammenschluss der Gemeinden Cheiry und Surpierre Rechtskraft verleiht.

Die Botschaft gliedert sich in folgende Abschnitte:

1. Geschichtliches	4
2. Statistische Daten	5
3. Übereinstimmung mit dem Fusionsplan	5
4. Finanzhilfe	5
5. Kommentar zur Fusionsvereinbarung	5
6. Kommentar zum Dekretsentwurf	5
7. Zahl der Gemeinden, Referendum und Inkrafttreten	6

1. Geschichtliches

Die Enklave Surpierre zählte ursprünglich sechs Gemeinden, Chapelle, Cheiry, Praratoud, Prévondavaux, Surpierre und Villeneuve.

Im Herbst 2002 trafen sich die sechs Gemeinderäte im Hinblick auf eine Fusionsstudie. Die Gemeinde Prévondavaux nahm nicht am Projekt teil. Im Mai 2004 lehnte die Gemeindeversammlung die Fusionsvereinbarung ab, die es den fünf Gemeinden Chapelle, Cheiry, Praratoud, Surpierre und Villeneuve ermöglicht hätte, sich zusammenzuschliessen. Ein zweites Projekt, das die vier Gemeinden Chapelle, Cheiry, Praratoud und Surpierre vereinigte, scheiterte im September 2004 am Nein der Gemeindeversammlung von Surpierre.

Im Dezember 2004 fand in der Region eine dritte Abstimmung statt: die Gemeinden Chapelle und Cheiry beschliessen sich zur neuen Gemeinde Cheiry zusammenzuschliessen; eine Woche später stimmten die Gemeinden Praratoud und Surpierre der Fusionsvereinbarung zu, um die neue Gemeinde Surpierre zu bilden. Die beiden Zusammenschlüsse traten am 1. Januar 2005 in Kraft.

Der 2013 vom Oberamtman des Broyebezirks erstellte Fusionsplan sieht den Zusammenschluss der vier Gemeinden Cheiry, Prévondavaux, Surpierre und Villeneuve vor.

Eine neue Fusionsstudie der vier Gemeinden wurde lanciert. Schliesslich verzichtete die Gemeinde Prévondavaux darauf, an der Fusionsstudie teilzunehmen. Die Gemeinde Cheiry zog sich ebenfalls aus dem Projekt zurück. Die Gemeinden Surpierre und Villeneuve beschliessen, das Projekt zu zweit zum Abschluss zu bringen. Die Fusion wurde an der Urnenabstimmung vom 26. April 2015 beschliessen. Sie trat am 1. Januar 2017 in Kraft.

Im Frühling 2019 nahmen die Gemeinderäte von Cheiry und Surpierre Gespräche im Hinblick auf eine Fusion der beiden Gemeinden auf. Am 29. Juli 2019 wurde dem Amt für Gemeinden ein erster Entwurf der Fusionsvereinbarung zur Vorprüfung zugestellt.

Die Fusionsvereinbarung wurde am 11. November 2019 von den Gemeinderäten von Cheiry und Surpierre unterzeichnet. Eine Informationsveranstaltung für die Bevölkerung fand am 23. Januar 2020 statt.

Der Zusammenschluss wurde am 9. Februar 2020 in den Gemeinden Cheiry und Surpierre einer Volksabstimmung unterbreitet. Die Abstimmung ergab folgende Resultate:

> Cheiry	300 Stimmberechtigte	186 gültige Stimmen
	148 Ja	38 Nein
> Surpierre	553 Stimmberechtigte	268 gültige Stimmen
	208 Ja	60 Nein

2. Statistische Daten

	Cheiry	Surpierre	Fusion
Zivilrechtliche Bevölkerung am 31.12.2010	349	*	
Zivilrechtliche Bevölkerung am 31.12.2018	416	708	1124
Fläche in km ²	6,45	8,35	14,80
Steuerfüsse 2020:			
> natürliche Personen, in%	90,0	88,7	88,7
> juristische Personen, in%	80,0	88,7	84,0
> Liegenschaftssteuer, in‰	2,00	1,25	1,25
Finanzausgleich 2020:			
> Steuerpotenzialindex StPI	59,85	73,58	68,71
> Synthetischer Bedarfsindex SBI	102,88	91,79	94,78

* Zivilrechtliche Bevölkerung am 31.12.2010 der früheren Gemeinde, die sich am 1. Januar 2017 zur Gemeinde Surpierre zusammenschlossen:
Surpierre: 304 Einwohner, Villeneuve: 327 Einwohner

3. Übereinstimmung mit dem Fusionsplan

Der vom Oberamtmann des Broyebezirks ausgearbeitete und vom Staatsrat am 28. Mai 2013 genehmigte Fusionsplan beinhaltet das Projekt Nr. 5 «Enklave Surpierre», welches die Gemeinden Cheiry, Prévondavaux, Surpierre und Villeneuve umfasst. Die Gemeinden Surpierre und Villeneuve schlossen sich am 1. Januar 2017 zusammen. Der Zusammenschluss der Gemeinden Cheiry und Surpierre ist folglich als ein weiterer Zwischenschritt im Rahmen des Fusionsplans im Sinn der Erwägungen des Beschlusses vom 28. Mai 2013 zu betrachten.

4. Finanzhilfe

Die Finanzhilfe entspricht der Summe der Beträge, die sich für jede betroffene Gemeinde aus der Multiplikation des Grundbetrags mit dem Multiplikator ergeben. Der Grundbetrag beläuft sich auf 200 Franken pro Gemeinde, multipliziert mit ihrer zivilrechtlichen Bevölkerungszahl. Massgebend ist die Bevölkerungszahl zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Gesetzes über die Förderung der Gemeindezusammenschlüsse (GZG) vom 9. Dezember 2010 (SGF 141.1.1). Das

Gesetz ist am 1. Januar 2012 in Kraft getreten, daher wird die zivilrechtliche Bevölkerung am 31. Dezember 2010 berücksichtigt. Beim Zusammenschluss von zwei Gemeinden beträgt der Multiplikator 1,0.

Somit erhalten die Gemeinden eine Finanzhilfe, die sich auf

- > auf 69 800 Franken für die Gemeinde Cheiry bei einer zivilrechtlichen Bevölkerung von 349 Einwohnern beläuft.

Da die Gemeinde Surpierre bereits beim Zusammenschluss mit der Gemeinde Villeneuve am 1. Januar 2017 eine Finanzhilfe von 126 200 Franken in Anwendung des GZG erhalten hat, kann ihr nicht erneut ein Betrag gewährt werden.

Die an die neue Gemeinde Surpierre ausgerichtete Finanzhilfe wird sich daher auf insgesamt 69 800 Franken belaufen.

Die Finanzhilfe wird in dem auf das Inkrafttreten des Zusammenschlusses folgenden Jahr ausgerichtet. Der Zusammenschluss der Gemeinden Cheiry und Surpierre erfolgt auf den 1. Januar 2021. Die Zahlung wird demzufolge 2022 im Rahmen der verfügbaren und durch das GZG zur Verfügung gestellten Mittel vorgenommen.

5. Kommentar zur Fusionsvereinbarung

Die Fusionsvereinbarung (Kopie im Anhang) wurde gemäss Artikel 134d des Gesetzes über die Gemeinden (GG) vom 25. September 1980 (SGF 140.1) den Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern von Cheiry und Surpierre unterbreitet. Die Stimmberechtigten stimmten am 9. Februar 2020 darüber ab.

6. Kommentar zum Dekretsentwurf

Artikel 1 des Dekretsentwurfs legt das Datum fest, an dem der Zusammenschluss der beiden Gemeinden wirksam wird.

Artikel 2 nennt den Namen der neuen Gemeinde und ihre Zugehörigkeit zum Broyebezirk.

Artikel 3 hält wesentliche Elemente der Fusionsvereinbarung fest. Dazu gehören die Gemeindegrenzen, das Bürgerrecht und die Bilanz jeder Gemeinde.

Artikel 4 legt den Betrag der Finanzhilfe an den Zusammenschluss und die Auszahlungsmodalitäten fest.

7. Zahl der Gemeinden, Referendum und Inkrafttreten

Die Änderung der Verordnung über die Namen der Gemeinden und deren Zugehörigkeit zu den Verwaltungsbezirken (NGBV, SGF 112.51) vom 24. November 2015 wird in einem zweiten Schritt erfolgen. Auf das Datum des Inkrafttretens der erwähnten Fusion am 1. Januar 2021 wird der Gemeindegemeinde Cheiry aus Artikel 8 NGBV gestrichen.

Unter Berücksichtigung des vom Grossen Rat bereits genehmigten Zusammenschlusses¹ und den zwei am 9. Februar 2020² von den Gemeinden beschlossenen Zusammenschlüssen, wird der Kanton am 1. Januar 2021 noch 128 Gemeinden zählen. Allfällige weitere Fusionen, die ebenfalls am 1. Januar 2021 in Kraft träten, bleiben vorbehalten.

Dieses Dekret, das eine auf Artikel 9 bis 15 GZG basierende Finanzhilfe für die Förderung der Gemeindezusammenschlüsse beinhaltet, hat keine neue Ausgabe³ zur Folge, da das GZG selber Gegenstand eines obligatorischen Finanzreferendums⁴ war. Artikel 15 GZG sieht vor, dass der Staat Finanzhilfen bis zu einem Gesamtbetrag von 50 Millionen Franken gewährt; dieser Betrag ist gegenwärtig nicht ausgeschöpft. Die auf dem GZG beruhenden Fusionsdekrete unterliegen daher nicht dem Finanzreferendum.

Da es nicht dem Finanzreferendum unterliegt, kann dieses Dekret nach seiner Verabschiedung durch den Grossen Rat und seiner Publikation in der Amtlichen Sammlung sogleich in Kraft treten.

Anhang

—
Fusionsvereinbarung (nur auf Französisch)

¹ Dekret zur Genehmigung des Zusammenschlusses der Gemeinden Alterswil, St. Antoni und Tafers (ASF 2019_102)

² Der Antrag zur Genehmigung des Zusammenschlusses der Gemeinden Cheiry und Surpierre ist Gegenstand der vorliegenden Botschaft. Der Antrag zur Genehmigung des Zusammenschlusses der Gemeinden Arconciel, Ependes und Senèdes wird dem Grossen Rat mit der Botschaft 2019-DIAF-37 unterbreitet.

³ Art. 46 Abs. 1 Bst. b der Verfassung des Kantons Freiburg (KV) vom 16. Mai 2004 (SGF 10.1), Art. 24 Abs. 1 Bst. a des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates (FHG) vom 25. November 1994 (SGF 610.1)

⁴ Volksabstimmung vom 15. Mai 2011

Décret approuvant la fusion des communes de Cheiry et Surpierre

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 1, 133 et 134d de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo);

Vu la loi du 9 décembre 2010 relative à l'encouragement aux fusions de communes (LEFC);

Vu le résultat de la votation du 9 février 2020 dans les communes de Cheiry et Surpierre;

Vu le message 2019-DIAF-45 du Conseil d'Etat du 10 mars 2020;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

Art. 1

¹ Les décisions des communes de Cheiry et Surpierre de fusionner avec effet au 1^{er} janvier 2021 sont entérinées.

Dekret zur Genehmigung des Zusammenschlusses der Gemeinden Cheiry und Surpierre

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 1, 133 und 134d des Gesetzes vom 25. September 1980 über die Gemeinden (GG);

gestützt auf das Gesetz vom 9. Dezember 2010 über die Förderung der Gemeindezusammenschlüsse (GZG);

gestützt auf das Resultat der Abstimmung vom 9. Februar 2020 in den Gemeinden Cheiry und Surpierre;

nach Einsicht in die Botschaft 2019-DIAF-45 des Staatsrats vom 10. März 2020;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Die Beschlüsse der Gemeinden Cheiry und Surpierre, sich mit Wirkung auf den 1. Januar 2021 zusammenzuschliessen, werden genehmigt.

Art. 2

¹ La commune nouvellement constituée porte le nom de Surpierre et fait partie du district de la Broye.

Art. 3

¹ En conséquence, à partir du 1^{er} janvier 2021:

- a) les territoires des communes de Cheiry et Surpierre sont réunis en un seul territoire, celui de la nouvelle commune de Surpierre; le nom de Cheiry cesse d'être un nom de commune;
- b) les personnes titulaires du droit de cité de la commune de Cheiry acquièrent le droit de cité de la nouvelle commune de Surpierre;
- c) l'actif et le passif des communes de Cheiry et Surpierre sont réunis pour constituer le bilan de la nouvelle commune de Surpierre.

² Pour le reste, les dispositions de la convention entérinée le 9 février 2020 par les communes de Cheiry et Surpierre sont applicables.

Art. 4

¹ L'Etat verse un montant de 69 800 francs à la nouvelle commune de Surpierre au titre d'aide financière à la fusion.

² Cette aide financière est versée à partir du 1^{er} janvier 2022.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret n'est pas soumis au referendum.

Il entre en vigueur immédiatement.

Art. 2

¹ Die neue Gemeinde trägt den Namen Surpierre und gehört zum Broyebezirk.

Art. 3

¹ Infolgedessen gilt ab dem 1. Januar 2021 Folgendes:

- a) Die Gemeindegebiete von Cheiry und Surpierre werden zu einem einzigen Gemeindegebiet vereinigt, demjenigen der neuen Gemeinde Surpierre. Der Name Cheiry ist von diesem Zeitpunkt an kein Gemeindegemeinde mehr.
- b) Personen mit Bürgerrecht der Gemeinde Cheiry erhalten das Bürgerrecht der neuen Gemeinde Surpierre.
- c) Die Aktiven und Passiven der Gemeinden Cheiry und Surpierre werden vereinigt und bilden die Bilanz der neuen Gemeinde Surpierre.

² Im Übrigen gelten die Bestimmungen der Vereinbarung, die von den Gemeinden Cheiry und Surpierre am 9. Februar 2020 genehmigt wurde.

Art. 4

¹ Der Staat zahlt der neuen Gemeinde Surpierre als Finanzhilfe an den Zusammenschluss einen Betrag von 69 800 Franken.

² Die Finanzhilfe wird ab dem 1. Januar 2022 ausgerichtet.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.

Es tritt sofort in Kraft.